

**TRANSPORT DE PRODUITS, MATÉRIELS DE SANTÉ ET  
ÉCHANTILLONS BIOLOGIQUES  
EN FRANCE HEXAGONALE, OUTRE-MER ET À L'INTERNATIONAL**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(C.C.A.P.)**

**Marché public de services n°2025-24**

## Sommaire

Article 1 - OBJET DU MARCHE.....	4
Article 2 - ALLOTISSEMENT.....	4
Article 3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHE.....	4
Article 4 - DURÉE DU MARCHE.....	5
Article 5 – REPRESENTATION ET MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE .....	5
5.1 - Cotraitance .....	6
5.2 - Sous-traitance.....	6
Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
Article 7 - EFFET DES DISPOSITIONS DES DOCUMENTS DU TITULAIRE .....	7
Article 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	8
8.1 - Etablissement des bons de commande.....	8
8.2 - Conditions d'exécution des bons de commande.....	8
8.3 - Délais d'exécution des prestations.....	9
Article 9 - PRIX.....	9
9.1 - Unité monétaire et taux de tva.....	9
9.2 - Forme du prix .....	9
9.3 - Contenu du prix.....	10
9.4 – Révision de prix.....	10
Article 10 - AVANCES .....	12
Article 11 – ACOMPTES.....	13
Article 12 - CLAUSE DE REEXAMEN.....	13
Article 13 - MODALITÉS DE VÉRIFICATION.....	14
13.1 – Responsable administratif et technique pour Santé publique France .....	14
13.2 – Responsable technique pour le titulaire.....	14
13.3 - Opérations de vérification.....	14
13.4 - Décisions après vérification .....	15
Article 14 - SUIVI DU MARCHE.....	16
Article 15 - PÉNALITÉS DE RETARD ET AUTRES PENALITES DE QUALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	17
15.1 – Pénalités de retard .....	17
15.2 – Pénalités sur le défaut de qualité des prestations exécutées.....	18
Article 16- CLAUSE DE CONFIDENTIALITE.....	19
Article 17- OBLIGATION DE RESULTAT .....	19
Article 18- OBLIGATION DE CONSEIL .....	19
Article 19 - REGLEMENT DU MARCHE ET FACTURATION.....	20
Article 21 - ASSURANCES.....	22
Article 22 - CESSION OU NANTISSEMENT .....	23
Article 23 - RÉSILIATION.....	23
Article 24- LANGUE.....	23
Article 25 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	23
Article 26 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL).....	23

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 2 sur 26

Article 27 – SANCTIONS EN CAS D'IRREGULARITES CONSTATEES .....	24
Article 28 - RÈGLEMENT DES LITIGES .....	24
ARTICLE 29 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES .....	24
ARTICLE 30 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	25
30.1 – Droits de la personne publique .....	25
30.2 – Droits du titulaire et garantie du droit de propriété .....	25
Article 31 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	25

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 3 sur 26

## **Article 1 - OBJET DU MARCHÉ**

Le marché a pour objet l'organisation et la réalisation de transports de produits, matériels, d'équipements de santé et d'échantillons biologiques, en France Hexagonale et ses îles, en Outre-Mer et à l'international, sous température ambiante ou sous température dirigée +15°C/+25°C, en froid positif +2°C/+8°C et en froid négatif jusqu'à -80°C. Les prestations sont à réaliser soit par voie aérienne (Hexagone et ses îles, Outre-Mer, international) ou par voie maritime (Outre-Mer, international).

Les prestations réalisées doivent être faites dans le respect des Bonnes Pratiques de Distribution en Gros de Médicaments (décision du directeur général de l'ANSM du 20/02/2014- J.O 25/03/2014 et son annexe BO N°2014/9 bis du 17/06/2014) prévues à l'article L.5121-5 du Code de la Santé Publique et en conformité avec les textes réglementaires liés aux transports aériens et maritimes.

Pour les échantillons biologiques, le transport doit être réalisé selon les recommandations des Bonnes Pratiques de Transport (BTP) et selon la Catégorie B UN3373 et UN1845 class 9.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## **Article 2 - ALLOTISSEMENT**

Le présent marché est alloté en trois lots :

LOT 1	Transport de produits, matériels de santé et échantillons biologiques en France Hexagonale, à l'Outre-Mer et à l'international, par voie aérienne en température ambiante ou sous température dirigée +15°C/+25°C	<b><u>Périmètre : Aérien</u></b> Hexagone, Outre-Mer, International <b><u>Températures indicatives :</u></b> Ambiant,+15°C/+25°C
LOT 2	Transport de produits, matériels de santé et échantillons biologiques en France Hexagonale, à l'Outre-Mer et à l'international, par voie aérienne sous température dirigée +2°C/+8°C et en froid négatif jusqu'à -80°C	<b><u>Périmètre : Aérien</u></b> Hexagone, Outre-Mer, International <b><u>Températures indicatives :</u></b> +2/+8°C,-15°C/-25°C, -70°C/-90°C
LOT 3	Transport de produits et matériels de santé à l'Outre-Mer et à l'international, par voie maritime à température ambiante ou sous température dirigée +15°C/+25°C	<b><u>Périmètre : Maritime</u></b> Outre-Mer, International <b><u>Températures indicatives :</u></b> Ambiant,+15°C/+25°C

Chaque lot est considéré comme un marché distinct.

## **Article 3 – PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ**

Le marché est conclu selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles. R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre alloté mono-attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code précité.

En application de l'article R2162-4-2° du Code de la commande publique, les marchés sont conclus sans minimum et avec un maximum en valeur sur toute la durée du marché, reconductions incluses, par lot, de la manière suivante :

- Lot 1 : 5 000 000 € HT
- Lot 2 : 2 000 000 € HT
- Lot 3 : 500 000 € HT.

Transport de produits, matériels de santé et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 4 sur 26

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure de la survenue des besoins jusqu'à la fin du marché, reconductions incluses. Des bons de commande peuvent s'exécuter au-delà de la date de fin du marché jusqu'à un délai maximum de 4 mois.

#### **Article 4 - DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché prend effet au 6 août 2025 ou à sa date de notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 1 (un) an, reconductible tacitement 3 (trois) fois 1 (un) an. Sa durée maximale ne peut dépasser 48 (quarante-huit) mois. Le titulaire ne peut refuser une reconduction. La reconduction a pour objet de permettre la poursuite de l'exécution du marché dans les mêmes conditions que celles mises en œuvre lors de la période initiale.

L'information de la non-reconduction se fait au moins 4 (quatre) mois avant l'anniversaire de la notification du marché. Le titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité en cas de non-reconduction.

#### **Article 5 – REPRESENTATION ET MODIFICATION DE LA SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire peut désigner, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de Santé publique France pour l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à Santé publique France les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à l'adresse du siège de l'entreprise ;
- au capital social de l'entreprise ;
- à la fusion de l'entreprise avec un tiers au marché ;
- à la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches d'activités de l'entreprise ou à la cessions d'actifs, et, de manière générale, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ;
- au jugement de redressement ou liquidation judiciaire ;
- à la survenance d'une interdiction de concourir aux marchés publics.

Ces modifications font l'objet, soit d'un certificat administratif signé du Pouvoir Adjudicateur, soit de modifications au marché signées par les deux parties, suivant qu'elles aient ou non pour objet de transférer le marché à un nouveau titulaire. Les documents suivants doivent être fournis lors de la notification des modifications précitées au représentant de Santé publique France :

- un extrait du journal d'annonces légales précisant les modifications inhérentes au statut de l'entreprise,
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire,
- un relevé d'identité bancaire,
- les attestations d'assurance,
- les attestations de régularités fiscales et sociales,
- tout document établissant son aptitude à exercer l'activité professionnelle, ses garanties économiques et financières, techniques et professionnelles lui permettant d'assurer la bonne exécution du marché pour la durée restante de celui-ci,
- le pouvoirs des personnes habilitées à engager le cessionnaire,
- la date à laquelle la cession doit intervenir.

Santé publique France étudie la demande de cession, étant précisé qu'elle ne peut la refuser que si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 5 sur 26

## **5.1 - COTRAITANCE**

En cas de groupement momentané d'entreprises, les titulaires sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

L'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis-à-vis de Santé publique France. Toute notification d'une décision ou communication de Santé publique France est adressée au mandataire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Conformément à l'article 3.7.4 du C.C.A.G.-F.C.S., les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seul compétence pour formuler des observations à Santé publique France.

## **5.2 - SOUS-TRAITANCE**

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 du Code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par Santé publique France et de l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le titulaire devra fournir à l'appui de la demande d'agrément du sous-traitant les éléments explicatifs du champ d'intervention du sous-traitant, tout document permettant de démontrer de ses capacités techniques.

Il est rappelé au titulaire que tout sous-traitant doit être préalablement accepté et ses conditions de paiement homologuées par Santé publique France avant tout début d'exécution des prestations sous-traitées. De la même façon, il est rappelé que toute prestation sous-traitée et représentant une somme qui à ce jour est fixée à 600 € TTC peut faire l'objet d'un paiement direct selon la demande du sous-traitant. Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

Toutes les clauses substantielles du marché s'appliquent aux sous-traitants, et notamment celles qui concernent, les délais, les pénalités pour retard et les modalités de règlement.

L'acte spécial (formulaire DC4 disponible sur le site [www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat)) indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

En plus de l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC 4), le titulaire doit joindre :

- les attestations sociales et fiscales justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations à la fin de l'année civile précédent la demande.
- pour évaluer les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant : la présentation d'une liste de références ; les licences ou certificats de qualification professionnelle, l'évaluation ou l'audit réalisé par le titulaire de son sous-traitant, la copie de contrat de sous-traitance...
- pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant la prestation à réaliser au cours des trois dernières années disponibles ;
- un relevé d'identité bancaire.

Le titulaire doit informer le sous-traitant de son agrément et de l'acceptation des conditions de paiement en lui fournissant une copie de cet acte spécial.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 6 sur 26

Les conditions d'acceptation de ce ou ces sous-traitants sont définies au présent C.C.A.P., au C.C.T.P. et à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S. Les modalités de paiement des sous-traitants sont définies à l'article 19 du présent C.C.A.P.

## **Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Le présent marché est constitué par les documents suivants, lesquels s'entendent par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement pour chaque lot (ATTRI1),
- le Bordereaux des Prix Unitaires pour chaque lot,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières, commun à l'ensemble des lots,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières, commun à l'ensemble des lots, et ses annexes 1 et 2,
- la déclaration d'engagement de respect de la confidentialité,
- l'annexe 1 au CCAP « tableau mensuel de reporting facturation »,
- l'annexe 2 au CCAP « engagements environnementaux et de développement durable »,
- l'annexe 3 du CCTP « tableau mensuel de reporting opérations et douanes »,
- l'annexe 4 au CCTP « engagements qualité »,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.-F.C.S.) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (il n'est pas joint au présent marché mais demeure applicable étant réputé connu des parties),
- les Bonnes Pratiques de Distribution en Gros des médicaments prévues à l'article L.5121-5 du Code de la santé publique,
- l'offre technique du titulaire pour chaque lot.

### Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché :

- les bons de commandes ou ordres de transport émis par Santé publique France,
- les modifications éventuelles au présent marché,
- les déclarations de sous-traitance acceptées par Santé publique France.

En cas de litige, seuls les originaux conservés par Santé publique France font foi.

En cas de différence ou de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Les éventuelles dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont listées au C.C.A.P. A défaut, les dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

## **Article 7 - EFFET DES DISPOSITIONS DES DOCUMENTS DU TITULAIRE**

Le marché, constitué des documents contractuels énumérés à l'article 6 ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés entre Santé publique France et le titulaire préalablement et postérieurement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans l'offre technique du titulaire, contraires aux dispositions du C.C.A.P. et au C.C.T.P. ne sont pas opposables à Santé publique France. Aucune disposition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de Santé publique France.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 7 sur 26

## **Article 8 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 - ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE**

Une demande de transport de produits de santé est faite par Santé publique France au titulaire qui précise les modalités d'organisation du transport incluant notamment les caractéristiques du produit à transporter (type, conditionnement, quantités, conditions de conservation en température ...), le lieu d'enlèvement, le ou les lieux de livraison et les contraintes liées au transport.

Cette demande de transport est effectuée au titulaire qui transmet en réponse un projet de devis détaillé, sous la forme d'une cotation de transport, décrivant les modalités de transport qu'il compte mettre en place comportant notamment les renseignements suivants :

- la nature des prestations
- les délais d'exécution des prestations de transport, de la prise en charge des produits jusqu'à leur livraison au(x) lieu(x) de livraison désignés par Santé publique France
- le coût des prestations HT et TTC, conformément au BPU du présent marché.

En cas d'accord de Santé publique France sur le devis transmis, un bon de commande ou ordre de transport est effectué par Santé publique France. Ce bon de commande ou ordre de transport est transmis par Santé publique France par courriel au titulaire conformément à l'article 3-7 du C.C.A.G.-F.C.S. Le titulaire en accuse réception.

Les bons de commandes et ordres de transport comportent obligatoirement un n° à rappeler sur la facture afférente, ainsi que l'objet détaillé de la commande.

Le premier bon de commande ou ordre de transport ne peut donner lieu à exécution avant la notification du marché. Des bons de commandes peuvent être émis par Santé publique France jusqu'à l'échéance du présent marché. Des bons de commande ou ordres de transport peuvent s'exécuter au-delà de la date de fin du marché, pendant un délai maximum de 4 mois.

### **8.2 - CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE**

Le bon de commande ou ordre de transport peut être modifié à tout moment par Santé publique France en cours de réalisation de la prestation. Dans cette hypothèse, Santé publique France adresse un bon de commande ou ordre de transport rectificatif au titulaire ou apporte des éléments complémentaires venant compléter le bon de commande ou l'ordre de transport initial. Le titulaire doit formellement notifier sa bonne réception de ces éléments modificatifs. Ce bon de commande rectificatif ou ces éléments complémentaires peuvent avoir un impact sur le prix initial de la commande et sur les délais de réalisation des prestations qui aura été déterminé préalablement dans le cadre d'échanges avec le titulaire.

Le bon de commande ou ordre de transport peut également être modifié en réponse à une demande du titulaire, acceptée par Santé publique France.

En conséquence, toutes modifications relatives aux dates ou aux délais ne peuvent intervenir qu'avec l'accord express de Santé publique France notifié au titulaire avant la date initialement prévue pour la réalisation de la prestation. Le non-respect par le titulaire de ces délais entraînera systématiquement l'application des pénalités de retard prévues au présent C.C.A.P.

L'arrêt de l'exécution d'une partie ou de la totalité des prestations d'un bon de commande ou ordre de transport peut être décidé par Santé publique France et notifié au titulaire par écrit, généralement par courriel.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire sont calculées au prorata du travail effectivement exécuté, tel que figurant sur le bon de commande ou ordre de transport.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 8 sur 26



### **8.3 - DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les délais d'exécution proposés par le titulaire pour l'organisation d'une prestation de transport sont indiqués dans son offre technique.

Pour chaque demande de transport, Santé publique France prend l'attache du titulaire pour fixer les modalités d'exécution des prestations dont le délai de réalisation du transport attendu. Le délai est alors arrêté conjointement entre le titulaire et Santé publique France. Les délais d'exécution sont alors impératifs et conditionnent la réception des prestations.

Le délai d'exécution est rappelé dans chaque bon de commande (ou ordre de transport). Il commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande (ou ordre de transport).

Des précisions et modifications quant aux délais et dates peuvent être apportées en cours d'exécution du marché avant la réalisation de la prestation concernée. Ces précisions ou modifications doivent être à l'initiative de Santé publique France ou le cas échéant, acceptées par elle.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée, par Santé publique France au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler sans délai, à Santé publique France, les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision. Santé publique France notifie par écrit au titulaire sa décision.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel.

Tout dépassement de délais, qui n'aurait pas été dûment justifié à Santé publique France entraîne l'application de pénalités de retard.

## **Article 9 - PRIX**

### **9.1 - UNITE MONETAIRE ET TAUX DE TVA**

Le marché est conclu en euros HT et arrondis à deux chiffres après la virgule maximum.

Le taux de T.V.A. des factures afférentes au présent marché est celui applicable au moment de la date à laquelle les prestations ont eu lieu.

Le cas échéant, une variation du taux de TVA pendant la réalisation du présent marché serait appliquée sans qu'il soit nécessaire de prévoir une modification du marché.

En cas de discordance entre le H.T et le TTC, le prix H.T. est retenu et le montant total sera corrigé en conséquence.

### **9.2 - FORME DU PRIX**

Il s'agit d'un marché à prix mixtes, unitaires et forfaitaires prévus dans le BPU de chaque lot.

Les prix sont réputés complets pour la durée du marché. Ils comprennent notamment toutes les dépenses résultant de l'exécution des missions et toutes sujétions qui sont normalement prévisibles.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 9 sur 26

### **9.3 - CONTENU DU PRIX**

Les prix comprennent l'ensemble des éléments précisés dans le présent C.C.A.P., dans le C.C.T.P. ainsi que l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations.

Les prix des transports sont calculés sur la base de la grille tarifaire du Bordereau des Prix Unitaires de chaque lot.

Les prix des transports sont calculés sur la base de la grille tarifaire du Bordereau des Prix Unitaires de chaque lot pour les demandes de transport au départ de l'hexagone vers ou en provenance des destinations suivantes pour les DROM COM : MARTINIQUE / GUADELOUPE / SAINT-MARTIN / GUYANE / LA REUNION / MAYOTTE / NOUVELLE-CALEDONIE / POLYNESIE-FRANCAISE / SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON / WALLIS-ET-FUTUNA.

#### **Part du prix relative au carburant pour les seules prestations de transport routier en pré et post acheminement**

Conformément à la réglementation relative à la répercussion de la variation des prix du gazole dans les prix, le prix de transport initialement convenu varie au cours du marché et est révisé de plein droit pour prendre en compte l'évolution des charges liées à la variation du coût du carburant entre la date de notification de l'accord-cadre et la date de réalisation de chaque opération de transport.

La charge de carburant est déterminée au jour de la date de remise des offres, par référence au prix gazole publié par le Comité National Routier et la part des charges de carburant dans le prix du transport telle qu'établie dans les indices synthétiques du Comité National Routier. Le prix du transport initialement convenu est révisé de plein droit en appliquant aux charges de carburant la variation à la hausse comme à la baisse de l'indice gazole professionnel publié par le Comité national Routier sur la période allant de la date de remise des offres à la date de facturation. La facture fait apparaître les charges de carburant supportées par le titulaire pour la réalisation des opérations de transport.

Ces dispositions ne peuvent pas être cumulés avec d'autres dispositifs étatiques ou localisés permettant aux professionnels de compenser la charge supplémentaire. Il appartient au titulaire de prouver qu'il est non éligible à ce dispositif.

#### **Prestations non incluses dans les BPU**

Concernant toute demande de transport, non incluse dans le BPU, (transport aérien ou maritime pour des destinations hors des DROM COM à l'international ou des destinations non couvertes dans les BPU), Santé publique France est en mesure de solliciter un devis du titulaire du lot concerné. Ce devis doit détailler les coûts de transport selon le modèle de décomposition des coûts du BPU du lot concerné.

Le titulaire s'engage à procéder à la recherche et à l'application du meilleur rapport qualité/prix pour les prestations objet du marché. Il doit être en mesure d'en apporter la démonstration par tout moyen.

En cas d'annulation d'une prestation demandée par Santé publique France, le titulaire ne facture pas de frais d'annulation. Les seuls frais pouvant être facturés par le titulaire doivent correspondre aux frais déjà engagés en fonction du transport concerné, et ne sont payés par Santé publique France que sur justificatifs.

### **9.4 – REVISION DE PRIX**

#### **9-4-1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHE**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "M0". Il correspond au mois de remise des offres (mai 2025).

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 10 sur 26

## 9-4-2 - MODALITES DE REVISION DES PRIX

### ➤ Prestations de transport routier

Les prix des prestations sont révisables annuellement à la date anniversaire de la date d'effet de chaque lot, par référence aux variations de l'**indice CNR LD EA** - publié mensuellement par le CNR Comité National Routier (site: <https://www.cnr.fr/espaces/2/indicateurs/5?noContext=1> ).

La révision intervient par application de la formule suivante :

$$P = P_i (V_f \text{ CNR LD EA} / V_i \text{ CNR LD EA})$$

Dans laquelle :

P = **Prix de règlement** (révisé) en euros hors taxes ;  
P<sub>i</sub> = **Prix initial du marché en euros hors taxes pour la première révision, puis, pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente;**  
V<sub>f</sub> CNR LD 40T= Valeur finale de l'indice CNR LD EA;  
V<sub>i</sub> CNR LD 40T= Valeur initiale de l'indice CNR LD EA.

*La valeur initiale* de l'indice est égale, pour la première révision, à celle du mois M0 puis, pour les révisions suivantes, à la valeur finale de la révision précédente.

*La valeur finale* de l'indice est égale :

- pour la première révision, au dernier indice publié au 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la notification du marché ;
- pour les révisions suivantes, au dernier indice publié au 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

### ➤ Prestations de transport aérien

Les prix des prestations sont révisables annuellement le 1er jour du mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, par référence aux variations de l'**indice IAST transport aérien de marchandises**- publié mensuellement par le CNR Comité National Routier.  
(Site : <https://www.cnr.fr/espaces/14/indicateurs/71?noContext=1>).

La révision intervient par application de la formule suivante :

$$P = P_i \times (IAST_f / IAST_i)$$

Dans laquelle :

P = **Prix de règlement** (révisé) en euros hors taxes ;  
P<sub>i</sub> = **Prix initial du marché** en euros hors taxes ;  
IAST<sub>f</sub>= Valeur finale de l'indice IAST<sub>f</sub> ;  
IAST<sub>i</sub>= Valeur initiale de l'indice IAST<sub>i</sub>.

*La valeur initiale* de l'indice est égale, pour la première révision, à celle du mois M0 puis, pour les révisions suivantes, à la valeur finale de la révision précédente.

*La valeur finale* de l'indice est égale :

- pour la première révision, au dernier indice publié au 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la notification du marché ;
- pour les révisions suivantes, au dernier indice publié au 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 11 sur 26

➤ **Prestations de transport maritime**

Les prix du transport sont révisables annuellement le 1er jour du mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, par référence aux variations de l'indice suivant :

Indice : **Indice INSEE (Identifiant 010766550) des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 50.20 – Transport maritime et côtier de fret – Base 2021** (site : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766550> )

La révision intervient par application de la formule suivante :

$$P = P_i \times (V_f I / V_i I)$$

dans laquelle :

P = **Prix de règlement** (révisé) en euros hors taxes,

P<sub>i</sub> = **Prix initial du marché en euros hors taxes pour la première révision, puis, pour les révisions suivantes, le prix en euros hors taxes résultant de la révision précédente;**

V<sub>i</sub> I = valeur initiale de l'indice INSEE (Identifiant 010766550),

V<sub>f</sub> I = valeur finale de l'indice INSEE (Identifiant 010766550).

La *valeur initiale* de l'indice est égale, pour la première révision, à celle du mois M0 puis, pour les révisions suivantes, à la valeur finale de la révision précédente.

La *valeur finale* de l'indice est égale :

- pour la première révision, au dernier indice publié au 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la notification du marché ;

-pour les révisions suivantes, au dernier indice publié au 1er jour du mois précédant la date anniversaire de la notification du marché.

➤ **Modalités de révision des prix :**

Au plus tard un mois avant la date anniversaire de la notification du marché, le titulaire procède à une demande écrite de révision des prix au regard des indices connus à cette date auprès de Santé publique France. Cette demande comprend l'application stricte de la formule précitée et les justificatifs de variation de l'indice de référence.

Après vérification, Santé publique France notifie au titulaire son acceptation de la révision des prix.

En l'absence de demande avant la date anniversaire du présent marché, il ne pourra être fait application des prix révisés.

Les prix révisés ne varient plus jusqu'au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, date à laquelle ils font l'objet d'une nouvelle révision.

**9-4-3 - CLAUSE BUTOIR**

**Clause butoir** : L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 4 % par an. Dans l'hypothèse où l'application de la formule de révision des prix entraîne une augmentation des prix qui serait supérieure à 4 % par rapport aux prix de l'année précédente, il est fait application de ce seuil pour le calcul des nouveaux prix. Le marché public continue de s'exécuter et le titulaire est tenu d'exécuter les prestations au prix plafonné.

**Article 10 - AVANCES**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée conformément aux articles R2191-3 et R2191-16 à R2191-19 du Code de la commande publique, pour les bons de commande supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 12 sur 26

Pour chaque bon de commande (ordre de transport) d'un montant supérieur à 50 000,00 € H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 10 % du montant du bon de commande en application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

## **Article 11 – ACOMPTES**

Le présent marché peut donner lieu au versement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article R. 2191-21 du Code de la commande publique et suivants.

Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant de l'acompte demandé ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à un mois. Conformément à l'article R2191-20 du Code de la commande publique, les acomptes n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause.

## **Article 12 - CLAUSE DE REEXAMEN**

En application des articles L2194-1-1 et R2194-1, le présent marché peut être modifié notamment dans les hypothèses suivantes :

- événements ou décisions nationaux ou internationaux, imprévisibles au moment de la conclusion du marché, modifiant de manière importante l'économie du marché,
- nécessité pour Santé publique France de mettre en place avec le titulaire des prestations de transport dédiées pour certains produits et matériels de santé pour répondre à une situation sanitaire exceptionnelle nécessitant des modifications ou ajouts de prestations non prévues initialement dans le marché,
- des prestations de services ou des fournitures supplémentaires sont devenues nécessaires et ne figuraient pas dans le marché initial ;
- ajustement de la durée du marché, de son maximum ou des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- modification de la définition d'un indice figurant dans la formule de révision, ou suppression d'un de ces indices,
- des modifications de faibles montant ;
- la prise en compte de modifications non substantielles, quels qu'en soit leur montant ;
- changement de dénomination sociale : en cas de modification de sa dénomination sociale ou d'autres modifications visées à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais Santé publique France et communiquer le justificatif mentionnant ce changement (ex : RIB, K-bis...). Un certificat administratif ou une confirmation écrite est établie par Santé publique France si nécessaire.
- changement de contractant en cours d'exécution du marché : avant tout transfert de tout ou partie des droits et obligations issus du marché à une autre personne morale (notamment par cession de

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 13 sur 26

fonds de commerce, cession d'activités, fusion- absorption ...), le titulaire doit impérativement en informer par écrit Santé publique France. Santé publique France procède à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités requises pour exécuter le marché, Santé publique France prononce sa résiliation sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité à ce titre.

L'application de la clause de réexamen n'entraîne pas l'interruption de l'exécution des prestations prévues au présent marché.

La partie qui estime que la clause de réexamen doit s'appliquer, doit notifier, par écrit à l'autre partie la survenance d'une de ces hypothèses et démontrer les conséquences évoquées.

A la suite de cette notification, les parties se rapprochent dans les plus courts délais pour, dans l'esprit du marché, envisager les dispositions techniques et/ou financières nécessaires pour la prise en compte de la circonstance évoquée dans une position d'équilibre comparable à celle qui a présidé à l'établissement du présent marché.

Les hypothèses visées ci-dessus donnent lieu, en cas d'accord des parties sur la ou les modification(s) à apporter au marché à la conclusion d'un avenant ou à l'élaboration d'une décision écrite de Santé publique France notifiée au titulaire selon l'objet de la modification. En toute hypothèse et conformément aux dispositions de l'article L2194-1 du Code, les modifications opérées en application de la présente clause ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

## **Article 13 - MODALITÉS DE VÉRIFICATION**

### **13.1 – RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE POUR SANTE PUBLIQUE FRANCE**

La personne désignée comme responsable administratif est la directrice générale de Santé publique France ou son représentant.

La personne désignée comme responsable technique par Santé publique France est Christine DEBEURET, Pharmacien responsable ou son représentant.

### **13.2 – RESPONSABLE TECHNIQUE POUR LE TITULAIRE**

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès de la personne publique pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le titulaire mentionne dans son offre technique, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des opérations.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'administration quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné ci-après par le titulaire est l'unique interlocuteur de Santé publique France pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le titulaire en avise immédiatement Santé publique France et lui indique le nom, les coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

### **13.3 - OPERATIONS DE VERIFICATION**

Le prestataire est tenu d'informer le référent technique du marché de l'achèvement de la prestation. Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du marché qui complètent ou dérogent aux dispositions du Chapitre 5 du C.C.A.G.-F.C.S.

La vérification s'effectue en deux temps :

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 14 sur 26

- une vérification quantitative et qualitative simple
- une vérification qualitative

#### **Vérification quantitative et qualitative simple :**

Santé publique France s'assure que pour chaque opération de transport les produits soient examinés lors de leur réception sur le site de destination par un examen du conditionnement extérieur des produits, des pièces justificatives de la livraison (bon de livraison) et des équipements d'enregistrement de maintien en température des produits. Il s'agit d'opérations de vérifications quantitative et qualitative simples dans le cadre d'un examen sommaire des produits livrés dans leur conditionnement, de lecture des équipements d'enregistrement de température et des documents de livraison. À la suite de ces opérations, des décisions peuvent être prises directement par Santé publique France dans le respect de l'article suivant et selon les précisions suivantes.

Si le contenu d'une livraison de produits est différent de l'information contenue dans les bons de livraison, ou si un produit est endommagé, Santé publique France informe le titulaire par écrit de la constatation du dommage ou des différences avec le bon de livraison dans les 72 heures à compter de la date de réception des produits. L'émission des réserves doit également être décrite sur le bon de transport au moment de la réception des produits.

En cas de constatation de produits endommagés directement lors de leur réception, la livraison peut être refusée par le site destinataire des produits et le titulaire doit alors prendre en charge leur récupération à ses frais. Les produits peuvent également être réceptionnés sur le site de destination mais placés en zone de quarantaine le temps d'une prise de décision.

#### **Vérification qualitative**

Santé publique France dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de réalisation du transport pour procéder à la vérification qualitative approfondie et faire part de toute observation constatée pendant cette période sur les produits ayant fait l'objet du transport dans les conditions décrites à l'article ci-dessous.

### **13.4 - DECISIONS APRES VERIFICATION**

A l'issue des opérations de vérification, le représentant du Pouvoir Adjudicateur prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, Santé publique France peut demander au titulaire d'achever la prestation. A l'issue des vérifications qualitatives, Santé publique France prend une décision dans les conditions suivantes qui complètent celles de l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

- **Admission**

A chaque livraison de produits et matériels de santé prise en charge par le titulaire, Santé publique France ou son représentant dresse un procès-verbal de vérification. La réception de ce document, de l'état informatique des réceptions et des éléments de traçabilité (courbe de température notamment), servent de pièces justificatives à la décision d'admission, attestant de la bonne réalisation des prestations de transport par le titulaire.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai maximum de 15 jours ouvrés à dater de la livraison des produits.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 15 sur 26

- **Ajournement**

Si Santé publique France estime que des prestations pourraient être admises moyennant certaines mises au point, il en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter de nouveau dans un délai déterminé après avoir effectué ces mises au point. L'ajournement ne peut être prononcé que dans l'hypothèse de pièces justificatives manquantes susceptibles d'être fournies ultérieurement par le titulaire.

Le titulaire doit fournir les éléments manquants dans un délai maximum de 5 jours ouvrés. En cas de silence du titulaire pendant ce délai ou en cas de refus, Santé publique France peut admettre les prestations avec réfaction ou les rejeter.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations après leur mise au point, Santé publique France dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour procéder à de nouvelles vérifications et prononcer sa décision.

- **Réfaction et rejet**

Si Santé publique France estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Si Santé publique France estime que des prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

Si au cours du transport, le produit de santé était endommagé, perdu ou rendu inutilisable, l'assurance du titulaire doit indemniser Santé publique France, sur la base de la valeur à neuf pour le produit de santé endommagé, valeur déclarée par Santé publique France, s'agissant de l'indemnisation concernant les seuls dommages causés aux produits.

En cas de rejet des prestations, résultant pour exemple d'excursions de température rendant les produits transportés impropres à leur destination, le titulaire est tenu de dédommager Santé publique France du préjudice subi tant concernant l'indemnisation du coût du produit endommagé que la prise en charge des frais éventuels que peut rencontrer Santé publique France pour sa récupération et sa destruction.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations de transport prévues par le marché.

Dans le cadre de produits endommagés qui sont restés sur le site de livraison, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires maximum pour organiser la récupération des produits et matériels endommagés. Passé ce délai et en absence de récupération des produits et matériels endommagés par le titulaire, Santé publique France peut organiser leur récupération pour destruction aux frais du titulaire. Le titulaire peut également autoriser Santé publique France à organiser la récupération des produits et leur destruction dont il prend en charge les coûts au réel sur justificatifs.

Les décisions de réfaction ou de rejet sont motivées par Santé publique France et le titulaire est invité à transmettre ses observations dans un délai qui sera précisé dans la décision.

## **Article 14 - SUIVI DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 3.7 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande (ordre de transport) qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à Santé publique France, dans la journée de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire de chaque lot a pour obligation de fournir à Santé publique France différents états et reportings :

- des états récapitulatifs des volumes transportés ;
- des états récapitulatifs des réclamations/ déviations ;

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 16 sur 26



- des états récapitulatifs des opérations de douane réalisées pour le compte de Santé publique France ;
- des états récapitulatifs des opérations et leur facturation ;
- bilan annuel pour l'application de la clause sociale et environnementale.

Ces états et reportings seront fournis sur support électronique ou par mail, de manière mensuelle quand ces états sont transmis à l'appui de la facturation, ou à la fin de chaque trimestre ou annuellement selon l'organisation de réunions de suivi d'exécution du marché.

Une réunion « bilan » est organisée une fois par an avec pour principal objectif de faire un point global sur l'exécution du marché dans les conditions prévues au CCTP.

Toute déviation observée dans la prestation donne lieu à l'information préalable de Santé publique France, la documentation des anomalies éventuellement constatées et la transmission d'un rapport circonstancié dans le respect des modalités prévues notamment au CCTP.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée du marché, de répondre aux écrits de Santé publique France décrivant des anomalies éventuelles et aux rapports d'audit soulignant des défaillances dans l'exécution des prestations dans le délai indiqué, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que les anomalies ou défaillances ne se renouvellent plus. La réponse doit être adressée par écrit à Santé publique France.

En cas de d'anomalies ou dysfonctionnements répétés, Santé publique France peut organiser des réunions avec le titulaire visant à rectifier les motifs d'insuffisance par l'établissement d'un plan d'action et ainsi assurer le respect des exigences fixées dans le CCTP.

Santé publique France est susceptible d'appliquer des pénalités et/ou des réfections sur les prestations facturées au regard des problèmes d'exécution constatés pendant la durée nécessaire à la reprise de l'exécution du marché dans des conditions de qualité satisfaisantes.

Au regard du dysfonctionnement observé, de non-réponse aux rapports d'audit ou écrits de Santé publique France, de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution peut être envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations à la mise en demeure dans un délai de dix jours ouvrés maximum.

Si la réalisation du plan d'action ou les mesures prises par le titulaire à l'issue d'une mise en demeure ne permettent pas d'assurer l'exécution des obligations contractuelles, Santé publique France peut résilier pour faute le marché sans que le titulaire puisse prétendre à des dommages et intérêts.

## **Article 15 - PÉNALTÉS DE RETARD ET AUTRES PENALITES DE QUALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **15.1 – PENALITES DE RETARD**

En cas de retard directement imputable au titulaire ou à l'un de ses sous-traitants dans l'exécution des prestations prévues au titre du présent marché, des pénalités peuvent être appliquées.

**En cas de retard dans l'exécution des prestations de transport**, le titulaire s'expose à des pénalités fixées à 1/200<sup>e</sup> du montant total des prestations par jour calendaire de retard sans mise en demeure préalable.

**En cas de retard dans la transmission des pièces justificatives de la réalisation du transport** en froid négatif ou positif, ou de **retard dans la transmission du rapport en cas de réclamation** évoqué à l'article 6.5 du C.C.T.P., une pénalité forfaitaire de 500 € HT par semaine de retard peut être appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S. il n'y a pas d'application de seuil sur le montant du bon de commande ou ordre de transport pour l'application des pénalités de retard.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 17 sur 26

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché. Les pénalités s'appliquent au premier euro quel que soit le montant.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire.

Santé publique France peut renoncer à l'application des pénalités de retard compte tenu des conditions particulières d'exécution du marché. Elle y renonce de façon systématique quand le retard est imputable à un cas de force majeure ou à une de ses actions.

## **15.2 – PENALITES SUR LE DEFAUT DE QUALITE DES PRESTATIONS EXECUTEES**

Des pénalités spécifiques constatant un défaut de qualité des prestations exécutées par le titulaire sont prévues dans les cas suivants :

Objet	Montant
Produit transporté perdu, manquant ou endommagé	Prix du transport et renouvellement du transport + valeur de remboursement de l'assurance des produits concernés
Produit délivré au mauvais endroit	Livraison à la bonne destination sans surcoût, application de la pénalité de retard.
Défaut de traçabilité des températures	Prix du transport et renouvellement du transport + valeur de remboursement de l'assurance des produits concernés
Transport non réalisé  <i>Cela peut concerner par exemple l'annulation par le titulaire après lancement des opérations, sans capacité de mener à son terme l'opération avec l'obligation de la Récupération des produits par Santé publique France ou l'annulation de l'opération du fait du titulaire avant prise en charge des produits, faisant suite à sa précédente prise en compte et acceptation de l'opération.</i>	500 €
Non réponse à une réclamation dans les délais :  Réclamation mineure/majeure = enregistrée dans les 5jours Réclamation critique = enregistrée sous 24h Réclamation critique = rapport intermédiaire sous 5jours Toute réclamation = rapport complet sous 25jours	Enregistrement d'une réclamation mineure/majeure : 50 € HT/ jour de retard  Enregistrement d'une réclamation critique : 75 € HT/ jour de retard  Transmission du rapport intermédiaire : 200 € HT/ jour de retard  Transmission du rapport complet : 300 € HT/ jour de retard
Rapport (hors réclamation), statistiques/ informations non fournies ou incomplètes	100 € HT par semaine de retard

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 18 sur 26

Ces différentes pénalités sont cumulables et ne font pas obstacle à une éventuelle indemnisation du préjudice subi par Santé publique France du fait de l'éventuelle détérioration du produit de la responsabilité du titulaire.

#### **Article 16- CLAUSE DE CONFIDENTIALITE**

Le titulaire considère comme strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage également à ne prendre aucune copie (papier ou électronique) des documents qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution du présent marché, et à ne pas utiliser ces documents et informations à des fins autres que celles spécifiées au présent marché.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés ou cotraitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire Santé publique France à résilier le marché aux torts du titulaire aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par Santé publique France au titulaire, au titre de l'article 1384 du Code civil et des sanctions pénales éventuellement encourues.

Toutefois, le titulaire ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

#### **Article 17- OBLIGATION DE RESULTAT**

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, en ce qui concerne l'exécution des prestations. Il doit mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour réaliser les prestations demandées dans les délais impartis, et garantir l'intégrité des produits transportés jusqu'à leur livraison complète.

Le titulaire doit ainsi garantir une prestation de transport complète conforme au CCTP, l'enlèvement et la livraison des produits à transporter doivent notamment se faire en main propre par le représentant du titulaire affecté au transport auprès des destinataires indiqués par Santé publique France.

En cas de défaillance temporaire, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous moyens nécessaires à l'exécution des prestations en cours de traitement. Le titulaire en informe Santé publique France dans les délais les plus brefs. La rupture de l'exécution des prestations sans information préalable ni justification apportée par le titulaire à Santé publique France entraîne l'application de pénalités prévues au présent C.C.A.P.

#### **Article 18- OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil en ce qui concerne le contenu du présent marché. Cette obligation consiste à fournir à Santé publique France, sur simple demande de celle-ci, tout renseignement et information sur les transports envisagés.

Le titulaire ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 19 sur 26

## **Article 19 - REGLEMENT DU MARCHE ET FACTURATION**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, sur service fait.

En application du Code de la commande publique pris notamment en son l'article R2192-3, la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet. Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

Tout dépôt, transmission et réception de factures électroniques sont effectués sur ce portail de facturation selon des modalités techniques, assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisées doivent obligatoirement comporter, outres les mentions légales, les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET identifiant Santé publique France : 13002233800011
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire : Service des factures publiques
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement, le cas échéant.

Le titulaire indique dans sa facture les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution des prestations et donnant tous les éléments de la détermination de ces sommes.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le titulaire au titre des réfections ou des pénalités prévues au présent C.C.A.P.

Les factures comportent, outre les mentions légales ou réglementaires, les indications suivantes :

- ◆ le numéro et la date du marché et du lot concerné,
- ◆ l'identité bancaire ou postale telle qu'elle est précisée dans l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du bon de commande (ou ordre de transport),
- ◆ le montant hors TVA éventuellement ajusté,
- ◆ le taux et le montant des taxes,
- ◆ le montant total TTC,
- ◆ la désignation des prestations exécutées (dates de livraison avec désignation des produits et quantités),
- ◆ l'indication du site de livraison des produits.

Chaque facture doit être accompagnée impérativement de l'annexe n°1 au CCAP retraçant le suivi des opérations de transport réalisées dans le mois facturé. D'autres documents permettant de justifier des prestations exécutées du type bon de livraisons, tableau de suivi des ordres de transport, courbes de températures sont également transmis par le titulaire.

Cette annexe 1 peut faire l'objet de modification éventuelle pendant l'exécution du marché à la demande de Santé publique France ou du titulaire. Les modifications doivent dans ce cadre être acceptées par les deux parties. En l'absence d'accord, la version initiale de l'annexe 1 ou la version modifiée précédente acceptée par Santé publique France et le titulaire continue à s'appliquer. La modification de cette annexe 1 ne fait pas l'objet de la conclusion d'un avenant, mais la nouvelle version devra être acceptée par les deux parties avant son entrée en vigueur de manière explicite.

Le règlement des prestations s'effectue par virement administratif sur présentation des factures et après réalisation des opérations de vérification. Le titulaire peut établir une facturation périodique en fonction des prestations réellement exécutées dans la période concernée (minimum mensuelle).

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 20 sur 26

### **DELAI GLOBAL DE PAIEMENT**

L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus, une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le 1er jour de retard.

Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au règlement.

Le titulaire ne peut, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché.

Le délai de paiement peut être interrompu une seule fois pour chaque facture par Santé publique France lorsque des pièces sont manquantes pour justifier de la réalisation des prestations ou lorsque des mentions erronées figurent dans la facture sur le fondement de l'article R2192-27 du code de la commande publique.

Dans ce cas, Santé publique France notifie sa décision au titulaire, en lui précisant les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le temps de régularisation du dossier n'est pas comptabilisé au titre du délai maximum de paiement. Le délai de paiement demeure suspendu jusqu'à ce que le titulaire transmette la totalité des pièces justificatives demandées ou apporte les corrections nécessaires à la facture (avoir et nouvelle facture notamment). À compter de la réception des justifications demandées, un nouveau délai global de paiement est ouvert.

### **RENSEIGNEMENTS D'ORDRE COMPTABLE**

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataires, sont les suivants :

- Ordonnateur en charge de la dépense : la Directrice générale de Santé publique France
- Comptable assignataire des paiements : l'Agent Comptable.

### **PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 €TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Santé publique France, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

### **Article 20 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du titulaire de chaque lot le déploiement d'actions ayant pour objectifs de réduire son impact environnemental. Ainsi, tout au long de l'exécution du marché, le titulaire doit décliner les actions présentées dans son offre concernant :

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 21 sur 26

- le bilan carbone généré par rapport aux opérations de transport réalisées pour le compte de Santé publique France conformément aux dispositions de l'article L.1431-3 du code des transports ;
- les équipements matériels et notamment les véhicules utilisés pour réaliser les prestations du marché sont à faible ou zéro émission de gaz à effet de serre ;
- les mesures prises pour réduire ou optimiser l'impact environnemental de son activité, les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les mesures prises pour limiter l'impact environnemental des réunions et des déplacements des personnels en privilégiant la visioconférence et les transports plus respectueux de l'environnement.

Le titulaire doit également décliner les actions sociales présentées dans son offre concernant :

- les actions permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Les publics éligibles sont précisés à l'article 16.1.1 du CCAG-FCS.
- les mesures mises en œuvre pour lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femmes-hommes (actions mises en œuvre envers l'ensemble des personnes affectées à l'exécution du marché, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations au travail et promotion de l'égalité femmes-hommes (formation, diagnostic, action de GRH, etc..).
- les mesures visant à améliorer la santé au travail telles que : règles de déconnexion, charte managériale, formations dédiées, enquête(s) de satisfaction et de qualité de vie au travail menées en interne, etc.)
- les labels et certifications obtenus ou en cours d'obtention par l'entreprise dans ce domaine (par exemple : Great place to work, Top employer, B-Corp, etc.).

Le titulaire fournira annuellement un bilan des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints. Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale et sociale du contrat. Santé publique France se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle des mesures réellement mises en œuvre.

## **Article 21 - ASSURANCES**

Le titulaire déclare être assuré contre l'ensemble des risques liés à l'exécution du marché et au sujet desquels pourrait être engagée, en cas de sinistre, sa responsabilité civile, professionnelle ou d'exploitation de manière à ce qu'en aucune façon Santé publique France ne puisse être inquiétée à ce sujet.

Le titulaire s'engage à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de Santé publique France par la présentation des polices ou quittances correspondantes conformément aux dispositions de l'article 9 du C.C.A.G-F.C.S.

Il s'engage, sur toute demande faite par les services de Santé publique France, ou en cas de modification des conditions de sa police, à communiquer une attestation d'assurance en cours de validité.

Le titulaire détaille dans son offre ses taux de couvertures assurantielles. Santé publique France pourra demander une couverture ad valorem pour certains transports. Cette assurance fait l'objet d'un prix indiqué au BPU exprimé en pourcentage à appliquer sur la valeur des produits transportés.

A défaut de production dans un délai de 15 jours ouvrés (compté à partir de la réception de la demande), le marché peut être résilié, conformément à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 22 sur 26

## **Article 22 - CESSION OU NANTISSEMENT**

Le présent marché peut faire l'objet d'un nantissement ou d'une cession de créance de la part du titulaire ou des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, dans les conditions fixées par le Code de la commande publique et plus particulièrement en ses articles L.2191-8 et R.2191-45 à R.2191-62.

La personne chargée de fournir les renseignements au titre de l'article R.2191-51 du Code de la commande publique figure sur l'acte d'engagement.

Le présent marché ne peut en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de Santé publique France.

## **Article 23 - RÉSILIATION**

Outre le cas de résiliation mentionné à l'article 13 du présent C.C.A.P., Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de résiliation en cours d'exécution du marché, les sommes dues au titulaire seront calculées sur la base du travail déjà effectué et justifié.

Santé publique France se réserve le droit, pour un motif d'intérêt général, de résilier le marché en l'absence de toute faute du titulaire. Les formalités et les mesures à prendre sont prévues à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

Santé publique France se réserve le droit de résilier le marché en cas de non-respect par le titulaire de l'une quelconque de ses obligations contractuelles. Les modalités de résiliation seront celles prévues à l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

La résiliation met fin aux relations contractuelles à compter de la date fixée dans la décision de résiliation, ou bien de la notification de la décision si celle-ci ne précise pas sa date d'effet. En cas de résiliation, les bons de commandes émis avant la date de résiliation continuent à être exécutés.

## **Article 24- LANGUE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## **Article 25 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

Il est fait application des dispositions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de non-respect des dispositions du présent marché, Santé publique France se réserve le droit de pourvoir à l'exécution du service aux frais et risques du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S. (la différence de prix en résultant sera alors mise à la charge du titulaire défaillant).

## **Article 26 – DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Santé publique France, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 23 sur 26

Cette modalité de dépôt est vivement recommandée toutefois, les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent également être adressées à Santé publique France à l'adresse suivante en rappelant les références du marché :

Santé publique France  
DAF - Unité Achats/marchés  
12 rue du Val d'Osne  
94415 Saint Maurice Cedex

## **Article 27 – SANCTIONS EN CAS D'IRREGULARITES CONSTATEES**

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même Code, le pouvoir adjudicateur peut :

- soit appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 10% du montant du marché sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues par le titulaire en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du travail ;

- soit résilier le présent marché, par courrier recommandé avec avis de réception, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

## **Article 28 - RÈGLEMENT DES LITIGES**

Il est fait application des dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G.- F.C.S. De ce fait, un règlement à l'amiable sera privilégié par Santé publique France et le titulaire dans l'hypothèse d'un différend éventuel relatif à l'interprétation du marché dans son ensemble.

En cas de litiges, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article R2197-3 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L2197-5 du Code de la Commande Publique, les parties peuvent également recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du Code Civil et dans le respect des dispositions de la Circulaire du 7 septembre 2009 (NOR ECEM0917498C). L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable ou par la voie transactionnelle, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Melun sis 43 Rue du Général de Gaulle, Case postale n° 8630, 77008 Melun cedex.

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

## **ARTICLE 29 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES**

L'article 5.2 du C.C.A.G.-F.C.S. s'applique.

Le marché ne porte pas sur la réalisation d'un traitement de données à caractère personnel.

Les informations qui sont recueillies dans le cadre du présent marché font l'objet de traitements informatiques au sens de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et du Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 du 27 avril 2016.

Ces informations peuvent contenir les données à caractère personnelles et notamment : les noms, prénoms, qualité ou fonction et coordonnées professionnelles des représentants du titulaire et de Santé publique France (adresse, numéro de téléphone, adresse de courrier électronique).

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 24 sur 26



Ces données à caractère personnel sont collectées en vue de la bonne exécution du marché. Les destinataires des données à caractère personnel sont les personnes chargées de suivre l'exécution du marché. En aucun cas, ces données à caractère personnel ne seront transmises à des tiers.

En aucun cas, ces données à caractère personnel ne sont transmises à des tiers.

Chaque partie est responsable des éventuels traitements de données à caractère personnel accessoires aux obligations contractuelles qu'il met en œuvre pour l'exécution du marché. Ce marché exclut toute relation de responsabilité conjointe au sens de l'article 26 du RGPD ou de sous-traitance au sens de l'article 28 du RGPD, entre les Parties.

## **ARTICLE 30 – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent.

### **30.1 – DROITS DE LA PERSONNE PUBLIQUE**

Santé publique France reconnaît que les éléments fournis par le titulaire peuvent être protégés au bénéfice de tiers par les dispositions du code de la propriété intellectuelle. Il s'engage à s'abstenir de tout acte susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux droits de ceux-ci.

Santé publique France peut librement utiliser les résultats, même partiels des prestations. Il peut publier les éléments fournis par le titulaire à condition que la source, le nom des auteurs, le titre des émissions, des articles, des documents, etc. restent mentionnés sur lesdits éléments.

### **30.2 – DROITS DU TITULAIRE ET GARANTIE DU DROIT DE PROPRIETE**

Le titulaire garantit Santé publique France contre les revendications des tiers relatives à des droits de propriété intellectuelle portant sur les prestations fournies au titre du présent marché.

En cas de revendication d'un tiers contre Santé publique France, le titulaire doit prendre toute mesure dépendant de lui pour faire cesser le trouble, notamment en communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'il peut détenir ou obtenir.

Le titulaire ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation de Santé publique France.

## **Article 31 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 6 du présent C.C.A.P. déroge à l'article 4 du C.C.A.G.-F.C.S. s'agissant de la référence aux documents contractuels du marché.

L'article 13 du présent C.C.A.P. complète et/ou déroge en partie aux dispositions des articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S. s'agissant des opérations de vérification.

L'article 15 du présent C.C.A.P. complète et/ou déroge en partie aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S. s'agissant des pénalités de retard.

Pour les dispositions auxquelles il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux accords-cadres de Fournitures Courantes et Services, (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du marché.

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 25 sur 26

Fait en un seul original

Signature du Pharmacien responsable de  
l'Etablissement pharmaceutique de Santé publique  
France

A.....

Le.....

Signature du représentant du Pouvoir Adjudicateur

A .....

Le .....

Signature du titulaire et de son représentant  
pharmaceutique

A .....

Le .....

Transport de produits, matériels de sante et échantillons biologiques en France Hexagonale, Outre-Mer et à l'international	Marché n°2025-24	Santé publique France
C.C.A.P.		Page 26 sur 26